



Le blog d'**Hubert Guillaud**,
Xavier de la Porte et **Rémi Sussan**,
journalistes

19 AOÛT 2011 PAR INTERNETACTU

Dominique Cardon : Pourquoi l'internet n'a-t-il pas changé la politique ?



Pour l'été, InternetActu vous propose de revenir sur les usages d'internet en compagnie de quelques-uns des chercheurs, sociologues, anthropologues, psychologues qui nous aident à comprendre l'internet.



On ne présente plus Dominique Cardon, sociologue au laboratoire

des usages SENSE d'Orange Labs. Il publie au Seuil, dans la collection « la République des Idées », un petit livre synthétique, stimulant, lucide et informé sur La Démocratie internet. Un ouvrage où il tente de nous expliquer pourquoi le grand soir électronique n'a pas eu lieu.

Pourquoi l'internet n'a-t-il pas changé la politique ? Peut-être parce que la politique sur internet n'est pas là où, par habitude, on va la chercher, suggère-t-il. Voire même parce que les formes représentatives traditionnelles ne sont pas nécessairement solubles dans l'internet. Et que l'internet nourrit peut-être un autre espace démocratique que celui de la compétition pour la représentation politique

InternetActu.net : Depuis l'origine de l'internet, on a beaucoup fantasmé sur la démocratie électronique et son avènement. La capacité d'émancipation des individus via l'internet a

été à l'origine d'une « promesse démocratique », fondée sur la vision d'une contrée indépendante basée sur la connaissance et la libre circulation des données, fondée sur l'anonymat, sur la créativité... D'où vient cette pensée que l'internet allait changer la politique ?

Dominique Cardon : Elle vient tout droit de son histoire. C'est pourquoi je consacre un chapitre à faire la généalogie de l'esprit d'internet. Je reprends notamment une interprétation développée par [Fred Turner](#) dans un livre formidable [De la Contre-culture à la cyberculture](#) qui va bientôt être traduit en France par [C&F Editions](#). Turner montre que les différents milieux qui ont donné naissance à internet avaient les mains dans des problèmes militaires, académiques ou techniques, mais la tête dans la contre-culture des années 70. Or il y avait deux courants différents dans les mouvements de jeunesse californiens : la branche contestatrice voulait changer la politique (elle manifestait contre la guerre au Vietnam, pour le droit des noirs et des femmes) ; l'autre branche pensait qu'on ne pouvait pas changer le système politique sans commencer par se changer soi-même en pratiquant d'autres formes de vie, ce qui donnera lieu à la vague des communautés hippies. Leur idée était de refaire société localement, de façon expérimentale, parce que si des individus aliénés en venaient à prendre le pouvoir, ils ne pourraient jamais installer qu'un autre système aliénant. Pour eux, l'émancipation passait d'abord par un projet personnel de transformation de soi : avec la drogue qui permet d'élargir son champ de conscience, avec les spiritualités Indiennes qui invitent à faire cosmos avec le monde et aussi, souligne Turner, avec les technologies. Car c'est paradoxalement dans l'univers hippie de la contre-culture américaine que la présence des technos a été la plus forte, à l'image des globes géodésiques de Buckminster Fuller qu'ils construisaient sur leurs campements. Contre les gros ordinateurs de la technoscience, ils se sont emparés de l'ordinateur personnel comme d'un cachet de LSD : un adjuvant technologique qui peut aider à se changer et, ce faisant, à changer le monde.

L'appropriation personnelle, le bidouillage, le *do-it-yourself* a défini un cadre nouveau pour investir les technologies qui étaient si mal aimées à l'époque en raison de leur connivence avec les pouvoirs militaire et marchand. Cette personnalisation des technologies a été fortement investie de valeurs politiques et individualistes. Lorsque les communautés hippies se sont délitées au début des années 70, le nouvel espace qui s'ouvrait avec la mise en réseau des ordinateurs a servi d'utopie de substitution. Pour les pionniers, Steward Brand et ceux de [The Well](#), il s'agissait bien d'un nouvel exil : expérimenter en ligne des formes de vie qui avaient échoué dans le monde réel, se retirer du monde pour en faire un meilleur. Cette culture de l'exil a toujours été déterminante dans l'histoire de l'internet : on ne change pas ou on ne s'attaque pas au système politique central, on le déplace, on fait exemple ailleurs, on expérimente plutôt que de chercher à prendre le pouvoir.



Image : Dominique Cardon photographié par André Gunther lors de la 4e école doctorale d'été de l'EHESS et de l'Institut Télécome à Porquerolles en septembre 2009 – avec l'aimable autorisation de l'auteur.

InternetActu : Dans cette construction de « l'esprit internet », vous expliquez qu'il y a une tension entre un internet qui nourrit l'autonomie de l'individu et une vision plus libérale... La confusion entre libéral et libertaire est donc originelle ?

Dominique Cardon : C'est devenu, surtout en France, un lieu commun très réducteur de rabattre l'idée libertaire sur le libéralisme de la libre entreprise au prétexte de la trajectoire de quelques-uns (même si, dans l'histoire de l'internet, il y a aussi quelques beaux spécimens). Car dans une visée libertaire, l'émancipation individuelle se place dans l'horizon d'une autre société possible. La transformation individuelle est toujours associée au renouvellement des formes sociales existantes. Dans la vision libérale, il y a un consentement au monde tel qu'il est. Il faut instaurer un système de règles minimales pour que chacun puisse exprimer ses compétences, ses qualités comme sa rapacité...

Ce qui joint ces deux visions, c'est la valorisation de l'autonomie des individus et le refus des contraintes collectives, notamment la méfiance envers les institutions et l'Etat. Ce qu'aux Etats-Unis on définit comme une position libertarienne. Il est difficilement contestable que l'esprit de l'internet se soit forgé dans ce genre de bain idéologique, notamment parce que libéraux et libertaires revendiquent tous deux l'auto-organisation du réseau. Il a même encouragé des assemblages inédits entre ces deux positions. L'originalité du modèle de Google, est d'hybrider ces deux racines idéologiques : tirer d'immenses profits de l'autonomie créative dont font preuve les internautes lorsqu'ils tissent des liens sur la toile. Google a besoin de l'émancipation expressive de ses quasi-clients ; et ceux-ci sont sous la dépendance de l'utilité fondamentale dont Google a le quasi-monopole.

De façon un peu plus sophistiquée, on pourrait dire que ce qui fait le noyau de cet esprit libertarien est de vouloir s'émanciper de l'Etat et des contraintes régulatrices qu'aiment tant la

démocratie représentative, pour occuper un autre terrain, un espace que les individus pourraient définir à leur guise. Cet autre espace, certains le définissent comme « société civile » (« multitude », « tiers secteur » que sais-je encore), d'autres comme « marché ». Mais c'est ne pas comprendre grand-chose à l'internet que de ne pas saisir cette volonté d'auto-organisation, cette méfiance vis-à-vis de la représentation, ce souci du collectif et du partage. Si tout ce qui échappe à l'Etat est marché, alors il est impossible d'imaginer un tiers espace pour les biens communs par exemple. Il me semble qu'il faut suivre [Yann Moullier-Boutang sur ce terrain](#) : il y a tellement d'externalités positives dans cet espace que le marché n'y survivrait pas très longtemps s'il n'était constamment borduré par des logiques d'échanges et de symbolisation qui se laissent difficilement enfermées dans le calcul des intérêts. Penser par exemple que l'iPad va calmer les internautes, les remettre dans la position du « lecteur qui paye », c'est ne pas voir que sous le désir d'internet, il y a la conversation.

InternetActu.net : En même temps, vous expliquez que ce sens communautaire est une « fiction »...

Dominique Cardon : Oui l'idée de communauté est, me semble-t-il, la force et la faiblesse de « l'esprit de l'internet ». Ce qu'il y avait de très beau et de très fragile dans l'idéalisation qui s'est construite à l'époque des fondateurs, c'était de revendiquer un monde dans lequel les règles d'interactions, l'autorité, le partage de la création soient le plus constamment ouverts possible... Mais en même temps, les pionniers de l'internet avaient des propriétés sociologiques très homogènes. Ils rêvaient d'une société réconciliée, universelle, abolissant les frontières entre les sexes, les âges et les catégories socio-professionnelles. Alors que, sociologiquement, elle rassemblait une « communauté » américaine, hypermasculine, blanche et très diplômée...

Comme souvent, les élites culturelles universalisent leur propre désir de société et croient que parce qu'ils ont des pratiques ouvertes, elles sont immédiatement accessibles à tous ! C'est ce que Bourdieu appelait l'ethnocentrisme de classe, cette maladie typiquement « intellectuelle » de généraliser aux autres sa propre vision du monde. Cela a nourri beaucoup de discours très « naïfs » sur la participation de tous, la disparition des autorités, la constitution d'un espace public mondial, ou l'idée que les technologies allaient sauver les pays du Sud ou réconcilier les Israéliens et les Palestiniens...

Pour autant, l'esprit communautaire de l'internet a donné des valeurs qu'il faut continuer à défendre absolument. Ce à quoi ce livre voudrait contribuer, c'est à mettre en garde contre la sorte de retournement (pour ne pas parler de retour du refoulé) qui pointe ici ou là lorsque, constatant que l'internet de la massification des usages ne ressemble pas à son idéalisation initiale, certains en viennent à disqualifier les nouveaux entrants. Internet a profondément changé avec l'arrivée de milieux sociaux beaucoup plus divers, beaucoup plus populaire, juvénile, etc. Or, beaucoup d'analyses, conservatrices ou progressistes, ne voient dans cette transformation de la morphologie sociale de l'internet que des individus colonisés par le marché, soumis à des logiques de desubjectivation, narcissiques, calculateurs, vulgaires...

S'est inventé avec l'internet un système de valeurs et des pratiques venus d'un milieu social très particulier. Comment le préserver quand l'univers des utilisateurs se transforme et ne ressemble plus du tout à ce milieu-là ? Comment éviter le sentiment du « C'était mieux avant » tout en évitant de dire que l'internet doit rentrer dans les rails, et que les idéaux des fondateurs doivent être passés par pertes et profits. Il faut trouver le moyen de maintenir les idéaux, tout en s'ouvrant aux pratiques de gens qui n'ont pas incorporé de manière si forte ce type d'idéaux.

Les pratiques d'échanges sur Facebook et Skyblog n'ont pas toutes les vertus qu'on pourrait leur prêter. Elles se déploient sur des plateformes dont il faut surveiller la politique avec vigilance. Mais ce sont des pratiques d'échanges, de sociabilité et de partage. L'une des choses les plus incroyables, en fin de compte, c'est que les idéaux des fondateurs de l'internet aient aussi bien réussi et qu'ils se soient diffusés à des endroits de la société où ils n'étaient pas du tout attendus. Je trouve par exemple qu'on ne s'émerveille jamais assez de ce que Wikipédia, ce miracle d'auto-organisation, a fait à la société de la connaissance.

InternetActu.net : Vous expliquez que l'élargissement de l'accès à l'espace public passe par un abaissement des contraintes pour y accéder, des contraintes qui avaient fondé les formes du discours public. Est-ce en partie pour cette raison que la démocratie « réelle » à du mal à trouver ses marques par rapport à cette « démocratie électronique » ? Peut-on d'ailleurs encore parler de démocratie électronique ?

Dominique Cardon : Le coeur du livre repose sur une analyse de l'élargissement de l'espace public par internet, un élargissement qui peut aussi se lire comme un processus de démocratisation. Mon argument est que pour accueillir de nouveaux locuteurs, il a fallu en même temps enlever les barrières qui bloquaient l'accès à la parole publique et autoriser des manières de prendre la parole plus subjectives, plus personnelles et plus privées. Internet pousse les murs de l'espace public, tout en enlevant le plancher ! L'espace public traditionnel réservait l'accès à la parole aux gens bien éduqués. Pour être sélectionnées par les journalistes, les personnes devaient montrer pattes blanches, mettre une cravate et parler comme dans un livre. Lorsque les professionnels donnaient la parole aux citoyens, il fallait que ceux-ci incarnent l'intérêt général et représentent tous ceux qu'à travers eux les journalistes voulaient faire parler. De façon un peu caricaturale, mais néanmoins absolument décisive, on peut dire qu'internet bouleverse l'architecture oligarchique de l'espace public traditionnel en modifiant une seule règle : avant, on filtrait avant de publier ; désormais, on publie et on filtre ensuite, comme l'explique Clay Shirky dans *Here Comes Everybody*. Il suffit de procéder à cette inversion pour libérer les subjectivités et faire émerger des formes d'expression moins savantes comme la conversation, le bavardage, l'ironie, qui une fois rendues publics permettent de nouvelles formes de mises en relation, de plaisir, de mobilisation... Internet augmente le nombre de locuteurs dans l'espace public, en abaissant les contraintes traditionnelles qui étaient par exemple de donner son nom, de ne pas être péremptoire, de respecter l'autre dans un débat... On n'entre plus nécessairement dans l'espace public en empruntant les habits du citoyen dévoué à l'intérêt général, mais de façon plus subjective, avec des intérêts locaux, une voix singulière et des propos un peu froissés.

C'est aussi une période d'apprentissage qui s'ouvre. Tout le monde tâtonne dans le brouillard. Ce changement de forme de l'espace public induit des règles du jeu qui sont nouvelles (même si certaines choses restent très stables). Il me semble que l'on commet beaucoup d'erreurs en cherchant à interpréter l'espace public du web avec les catégories de l'espace médiatique traditionnel. C'est comme vouloir jouer aux échecs avec les règles du jeu de dames. Il faut comprendre que si tout est accessible sur le web, tout n'est pas nécessairement aussi « public » que dans l'espace public traditionnel. Ce n'est pas parce que la hiérarchisation préalable de l'information s'est déplacée qu'on a fait disparaître toute hiérarchie. Il n'y a rien de moins plat et hiérarchique qu'internet avec ses métriques de visibilité et d'autorité (l'hyperlien notamment). Simplement, la hiérarchie n'est plus faite ex ante, mais ex post ; elle n'est plus produite par une autorité spécialisée, mais collectivement par les internautes et les algorithmes qui régissent les classements sur internet. On est passé d'un monde binaire où les propos étaient soit public, soit privé, à une économie de la visibilité dans lequel il y a une graduation beaucoup plus complexe du

caché, du clair-obscur et du très éclairé et où, surtout, la définition de ces nuances est une production sans cesse rejouée par les internautes. Du coup appliquer le modèle binaire de l'espace public traditionnel sur ce continuum est très délicat. Penser que tout ce qui est sur internet est « public », c'est confondre la définition juridique (*ce qui est peut être vu*) avec la définition normative (*ce qui mérite d'être vu*) du caractère public d'une information. Or, sur l'internet, certains propos sont très peu visibles et c'est très bien comme ça. D'autres sont très visibles parce qu'ils ont été collectivement appréciés par les internautes. Beaucoup s'abritent tranquillement dans des espaces conversationnels en clair-obscur. Les règles du jeu ont certes changé, l'espace public s'est élargi, mais dans la zone de haute visibilité de l'internet, on retrouve des classements qui ne sont pas si différents de ceux de l'espace médiatique. Simplement cette hiérarchie est, d'une certaine manière, plus légitime, puisqu'elle est le résultat du classement de beaucoup et non de quelques professionnels qui auraient décidé pour nous.

InternetActu.net : Sur l'internet, la politique emprunte des formes, des langages, habite des espaces différents. Et ces formes et langages, la politique traditionnelle a du mal à les reconnaître, à les comprendre, à les faire siens, à les assimiler... Sont-ils irréconciliables ? Faut-il envisager faire de la politique autrement ? Même les réseaux sociaux politiques lancés en France par la plupart des partis peinent à passer du bavardage aux actions. Ils peinent même à faire leurs, les revendications qui parcourent la société électronique, ailleurs que sur leurs sites... On a l'impression que les dispositifs politiques représentatifs traditionnels ont du mal à trouver des équivalents en ligne...

Dominique Cardon : Internet ne révolutionne pas la représentation politique traditionnelle. D'ailleurs, en raison notamment des racines contre-culturelles dont on parlait tout à l'heure, ça n'a jamais été l'objectif des pionniers ; cela ne pouvait être pour eux qu'une conséquence indirecte. Ce n'est que bien plus tard que l'idée de démocratie électronique, de vote en ligne, de présence des partis sur la toile est venue se greffer, comme un corps presque étranger, sur l'esprit d'internet. Alors ce que font aujourd'hui les partis pour réinventer le dialogue avec les militants et les électeurs, c'est très bien... mais il faut reconnaître que ce n'est pas l'endroit où l'internet est le plus brillant. Les dispositifs institutionnels de consultation ne réunissent pas grand monde. Les échanges entre militants de partis servent avant tout à la coordination organisationnelle.

L'usage des réseaux sociaux permet, dans des circonstances particulières, comme les campagnes électorales ou les débats sur des thèmes chauds d'actualité, de sortir du périmètre strict de l'organisation partisane et de faire transpirer le militantisme politique vers la société. Mais, la politique représentative se trouve aujourd'hui soumise à deux dynamiques absolument contradictoires quand on la regarde du point de vue des médias de communication.

Manuel Castells montre cela très bien dans son dernier livre, *Communication Power*. D'une part, on assiste à un pouvoir accru des médias de masse pour produire une hyper-personnalisation des hommes politiques. Les logiques d'images, les à-côtés people, l'affaiblissement des programmes, contribuent à placer l'élection sous l'empire de stratégies de communication et de marketing qui se jouent principalement à la télévision. C'est ce que Castells qualifie de « politique du scandale » au sens où la seule manière de s'opposer est de scandaliser la personnalité centrale de l'autre camp, puisqu'il n'y a plus de programme à contredire.

Parallèlement, une autre dynamique se joue, sur internet notamment, avec le développement des outils de *mass self-communication*, blogs, réseaux sociaux qui épousent étroitement les

transformations contemporaines du rapport au politique (plus de distance, crise de la représentation, préférence pour le concret et le local). Ces outils accueillent le mouvement de libération des subjectivités qui permet à quiconque de s'exprimer sur tous les tons possibles sur les enjeux publics. Mais ces mouvements conversationnels sont éclatés, diffus, fractionnés, périphériques ou spécialisés. L'idée d'un public unifié, celui des grandes audiences, de la « masse » des médias de masse, n'a pas grand sens quand ce qui se joue c'est une politique de l'intervention, du détournement, du déplacement critique ou de l'ironie. C'est une logique qui entre en contradiction avec les transformations de la politique représentative sous l'effet de la communication télévisée. D'une certaine manière, la campagne Obama est un des rares exemples d'articulation entre ces deux dynamiques. L'hyperpersonnalisation d'une figure charismatique a mis en conversation la société américaine ; et les réseaux sociaux ont capturé ces conversations pour les amplifier. Il y a une boucle entre la sanctification télévisuelle et la densité des effets générées dans les réseaux sociaux. Reste que cela fait des soutiens pendant les campagnes, mais ça ne marche pas beaucoup plus loin. Il n'a jamais été question que les Américains proposent, décident ou participent au programme politique du candidat.

InternetActu.net : Internet n'est-il donc que le dernier refuge des « résistants » ?

Dominique Cardon : Non, internet fait autre chose de beaucoup plus important à la démocratie. En créant des ponts entre nos conversations et l'espace médiatique, il encourage les capacités d'auto-organisation, de sensibilisation, de mobilisation « par le bas » de publics concernés. Cette ouverture permet de donner de la visibilité à des formes de résistance qui ne sont pas prise en charge dans l'espace politique traditionnel. Parfois, elles peuvent avoir des effets agissants sur les décisions de politiques publiques, quand elles réussissent, quand les réseaux sont suffisamment mobilisés... à l'image du Réseau éducation sans frontières. Mais en fin de compte, c'est notre focalisation obsessionnelle sur la centralité de la politique représentative qui nous conduit à négliger l'importance démocratique qu'à ce nouveau partage de la parole.

L'argument central de *La Démocratie internet*, c'est qu'internet accélère le déplacement du centre de gravité de la démocratie de l'espace médiatico-institutionnel vers la société en conversation. Avec internet, la société a pris quelque pas d'avance sur la politique institutionnelle. En libérant l'expression des individus, et le droit de porter, sans contraintes ni censures, leur propos dans un espace public, internet nourrit ce qui est la source la plus essentielle de l'exercice de la souveraineté populaire. Les fondements de la représentation politique ne tiennent pas aux procédures électorales permettant d'organiser la compétition politique, mais à l'existence d'un espace le plus riche et le plus autonome possible dans lequel les citoyens peuvent exercer leur liberté de penser, de dire et de faire.

Comme l'a montré Bernard Manin, la représentation élective a toujours été considérée comme un pis-aller. Il fallait aliéner la souveraineté du peuple en la confiant à un corps de représentants que l'on professionnalise pour faire face aux intermittences politiques des individus, à la taille des populations, aux impératifs de la décision politique. Internet, parmi beaucoup d'autres choses, redonne à la société des individus en conversation un poids, une capacité d'action, d'auto-organisation, de résistance et de critique qui avait été étouffée par la domination complice des médias professionnels et des professionnels de la politique.

Alors bien évidemment, tout ceci est plus un horizon, une potentialité, qu'une réalité. Dans la pratique, on constate une interdépendance très forte entre le travail des professionnels de l'information et les internautes, les mécanismes de sélection sociale et culturelle continuent à

jouer pleinement chez les internautes, les rapports de force et les logiques commerciales sont omniprésents, etc. Mais cela n'empêche pas la fiction agissante d'une libération des capacités d'expression d'activer des ressorts démocratiques essentiels, même si très imparfaits.

InternetActu.net : Vous dites que les inégalités sociales et culturelles se distribuent désormais à l'intérieur des pratiques en ligne. La fracture n'est plus entre ceux qui ont un accès et ceux qui ne l'ont pas, mais dans les usages que les gens font d'internet...

Internet creuse la fracture civique, disait Thierry Vedel. Va-t-on vers une atomisation des discours ? Et comment redonner du sens commun entre quelqu'un qui râle après son maire sur Facebook et des collectifs dont les formes de résistance ne reposent pas sur la conversation... ?

Dominique Cardon : Même si on a abaissé les contraintes pesant sur les prises de paroles, leurs effets dans le réseau vont être très différents en fonction des ressources sociales et culturelles des personnes. La plupart du temps, internet ne fait que reproduire des formes d'inégalités déjà présentes dans la vie sociale, auquel il peut apporter un petit correctif, seulement pour ceux qui savent faire montre d'habiletés, d'une sorte d'audace sociale pour élargir l'espace des connexions auxquelles ils sont destinés. Mais cela crée surtout beaucoup d'inégalités, liées à la difficulté à mobiliser les ressources nécessaires pour faire connexion avec d'autres. La timidité par exemple, devient sur l'internet une pathologie excluante.

Quand on étudie, par exemple, la carte de la blogosphère politique française que réalise Linkfluence (.pdf), on se rend compte qu'on recrée des formes de hiérarchies en fonction du capital politique détenu par les différents acteurs. Mais que, par ailleurs, ceux qui s'en tirent le mieux en multipliant les liens réciproques avec des univers de sensibilités différentes sont ceux qui savent entrer dans le jeu, jouer avec ses règles, débattre dans les arguments de leurs opposants. Les autres n'entrent pas dans le jeu et restent entre eux. Il y a quelques univers *hype* où l'on fait des connexions hétérogènes et surtout de nombreux petits espaces qui ne sortent pas de leur entre-soi et qui n'ont pas les ressources sociales et politiques pour le faire. L'espace social est très fragmenté en ligne, mais il ne l'est pas moins que dans la vie réelle.

InternetActu.net : L'idéal participatif d'internet a disparu... au profit d'une grande diversité de participation, qu'elle recouvre des formes populaires ou cultivées : mais comment en faire synthèse, en faire société ? L'action collective est devenue un regroupement au cas par cas, de manière électorale. Elle semble fragile et inorganisée. Et pourtant, parfois, elle traverse et embrasse cet espace public, à l'image des idées d'Etienne Chouard lors du référendum européen...

Le problème est que les discussions ont lieu à côté des institutions voire contre elles. Peuvent-elles en rester à offrir les outils du débat comme vous le leur conseillez ?

Dominique Cardon : En faisant une jointure entre l'espace public au sens traditionnel et l'espace des conversations, on articule le centre et les périphéries. Je ne suis pas sûr que le désir des périphéries soit de devenir majoritaire, ni même que cela soit souhaitable. Cependant, nous sommes dans un moment charnière où, plutôt que d'opposer en chiens de faïence les professionnels de l'information et de la politique, d'une part, et les internautes, amateurs et citoyens, de l'autre, nous devons explorer les interdépendances qui sont en train de se constituer entre ces deux mondes. A bien y regarder, les liens sont très nombreux. Le monde du journalisme avec Médiapart, Rue 89, OWNI ou l'univers émergent du *data journalism* sont en

train de montrer que de ce mélange peut naître des formes éditoriales, des contenus et des ressorts critiques nouveaux. Les mobilisations politiques sur le web associent étroitement des individus et des organisations. Il faut, je crois, faire attention aux interprétations « spontanéistes » des émergences politiques sur le web. Derrière le succès du texte d'Etienne Chouard dans la campagne pour le non au référendum sur le Traité constitutionnel, il y a la mobilisation d'un nombre considérable d'organisations (Attac, Copernic) et de listes et de sites web pour relayer, mobiliser et engager le débat. Tous les projets actuels sur l'*open data* sont eux aussi à la recherche des bonnes articulations entre pouvoirs publics et les internautes.

Simplement ce qui est en jeu dans ces articulations, c'est le respect de l'autonomie des internautes. Veiller sur leur conversation avec des outils de sondages ou de marketing, leur imposer le thème et le cadre d'un débat participatif institutionnel, les enrôler dans un espace militant que l'on ferme à l'extérieur, marquer symboliquement la coupure entre les professionnels et les amateurs, *crowdsourcer* de façon parfaitement asymétrique, etc., ne sont sans doute pas les meilleures solutions. Ce qui, à tâtons, est en train de s'apprendre est une mise en relation plus modeste, plus tolérante à la diversité, à la critique et aux effets de déplacement qui sont inévitables quand se crée un débat ouvert mobilisant l'intérêt d'acteurs hétérogènes. Dans ces conditions, même si la logique d'internet est plutôt d'ouvrir une multiplicité d'espaces de débat et de mobilisation contradictoire et protéiformes, il n'y a pas de raison que n'apparaissent pas aussi des formes d'engagement plus collectif et plus centraux.

Clay Shirky est bien plus optimiste que moi sur cette idée. Pour lui, le Surplus cognitif, notre temps disponible, nous donne la possibilité d'exprimer nos sentiments à l'égard de la société, et permet d'imaginer des formes de bénévolat et d'engagement plus fortes et plus riches. L'internet nous donne la possibilité de faire ces engagements avec des coûts d'entrée qui sont faibles. Mais en même temps, on manque d'exemples de mobilisation réussie et massive, lorsque l'on sort de quelques exemples phares comme la chute d'Aznar, les élections iraniennes ou les mobilisations altermondialistes. Sans doute, faut-il chercher des effets plus souterrains et moins événementiel dans un processus d'*empowerement* qui donne aux citoyens le sentiment que leur capacité de dire et d'agir est potentiellement plus forte.

InternetActu.net : Sur internet, la visibilité est fonction de nouveaux critères, liés aux algorithmes, au fonctionnement des outils. Mais c'était également le cas avant : la presse comme la manifestation étaient des outils qui donnaient de la visibilité à ceux qui les maîtrisaient. Les nouveaux critères de la visibilité (l'organisation sociale du jugement porté par les internautes) sont-ils foncièrement différents des anciens ?

Dominique Cardon : Nous devons être beaucoup plus attentifs au fonctionnement des algorithmes du web. On a beaucoup glosé sur le « Publie d'abord » sans prêter beaucoup d'attention à la deuxième partie de la maxime : « filtre ensuite ». C'est un défaut de la plupart des débats sur Internet. On s'intéresse à la démocratisation de l'expressivité, sans faire le lien avec les formes d'autorégulation qui lui est toujours attaché. Si les contempteurs de Wikipédia pouvaient au moins une fois aller regarder ce qu'est une page de discussion d'article sur l'encyclopédie en ligne, ils nous casseraient moins les oreilles !

Dans cette grande fiction (qui est aussi fausse que vraie) de la prise du pouvoir des internautes sur la hiérarchie de l'information, quelle responsabilité avons-nous vis-à-vis des classements que nous produisons et que les plateformes nous font produire ? Cela reste trop souvent un point obscur. Les algorithmes d'internet permettent-ils d'enrichir les choix et la diversité des

informations ? Ou bien, comme le disait Habermas en montrant comment la presse commerciale du XIXe siècle avait appauvri la variété de l'espace de débat du XVIIIe, internet « reféodalise »-t-il les formes de l'espace public ?

Il faut être attentif au fait que les internautes produisent, par leurs clics, leurs liens, leur retweet, la visibilité des informations sur internet. Désormais, il y a une responsabilité des médias, mais aussi des internautes dans la qualité de notre espace public. C'est pourquoi nous avons besoin d'être beaucoup plus réflexif. On peut dénoncer le copinage journalistique ou politique et le pratiquer ouvertement sur les sites sociaux comme Twitter. Ou bien, aller chercher n'importe quelle information dans les bas-fonds du web pour lui donner une visibilité qu'elle ne mérite pas...

Parallèlement, le fonctionnement des algorithmes du web devrait faire l'objet d'une vigilance critique et d'une incessante pédagogie. Car, ils occupent une place de plus en plus centrale dans l'architecture de l'information. Selon qu'ils privilégient le mérite (le PageRank), l'audience (les pages vues), la réciprocité communautaire (les mesures de favoris ou d'amis sur les réseaux de partages de contenus) ou la vitesse (les retweet), ils donnent un sens très différent à nos navigations sur la toile. Or actuellement, la perception du fonctionnement des algorithmes, les manipulations dont ils font l'objet, la compétition qui oppose différents types de classements ne font pas partie de la *literacy* ordinaire des internautes. Et sans doute, cette vigilance est-elle indispensable si nous ne voulons pas que l'espace public de l'internet soit normalisé.

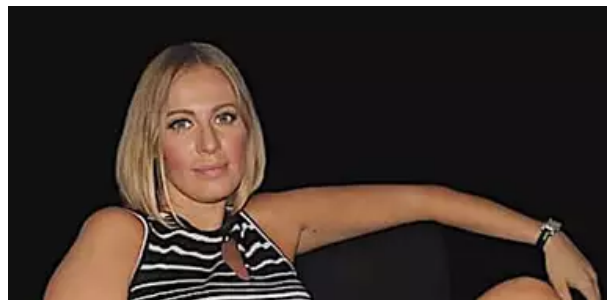
Propos recueillis par Hubert Guillaud, le 24 septembre 2010.

L'actualité de Dominique Cardon est riche. Outre La Démocratie internet, il signe également, avec Fabien Granjon, Médiactivistes, aux Presses de Sciences Po, consacré aux enjeux de luttes autour de la production d'information.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

PUBLICITÉ IONOS

Créez votre site en quelques clics grâce à l'IA



PUBLICITÉ TOP 5 DE LA RENCONTRE FRANCE

Amiens Si vous en avez assez de chercher l'amour en ligne, ces sites vous feront changer d'avis



PUBLICITÉ OPEL

Nouvel Opel Frontera : le SUV disponible maintenant !



PUBLICITÉ FRANCE ECO INFOS

Les électriciens sont formels : les panneaux solaires ne valent le coup que si votre toit est adapté



PUBLICITÉ VOICI

Pierre Palmade : les gardiens de sa prison dressent un constat sévère



PUBLICITÉ OHMYMAG

Louis Sarkozy : "Le niveau d'intelligence... ça fait peur" chez Giulia

Post

Share

0

WEB/TECH

CHERCHEURS, USAGES

5 réponses sur “Dominique Cardon : Pourquoi l'internet n'a-t-il pas changé la politique ?”

**untel****19 AOÛT 2011 À 17:21**

Il faut dire aux auteurs du blog que pas mal de blogueurs vont refuser comme moi de lire cette interview interminable qui est titrée « Pourquoi l'internet n'a-t-il pas changé la politique ? »

A la rigueur si c'était « Comment l'internet a-t-il pas changé la politique ? » on pourrait se taper ce pensum.

Mais si à la fin on retient « RAS, circulez, il n'y a rien à voir », fallait le dire de manière plus

concise.

Merci et pardon.



David Multimédia

21 AOÛT 2011 À 02:49

Merci de republier cet entretien excellent qui aborde en profondeur des dimensions essentielles de l'interaction et de la participation sur Internet. En ce sens, peut importe le titre pourvu qu'on ait l'ivresse .. des profondeurs.



Stephane

21 AOÛT 2011 À 17:31

Internet a rien change parce que les gens sont les mêmes.

Assez cons pour voter pour des condamnés dans des magouilles financières...(Jupe maire de Bordeaux...ministre maintenant, exemple parmi de nombreux autres, ou l'autre Fabius toujours en place, responsable mais pas coupable hein...)

Bref les gens sont cons....et ce n'est pas internet qui les rendra intelligent.



migar

22 AOÛT 2011 À 18:54

Les algorithmes d'internet hiérarchisent donc l'information, nos démocraties populistes n'ont-elles pas là un bel outil de propagande entre leurs mains géré par des intérêts privés? Changer tout pour que rien ne change!!!



Arturo

13 SEPTEMBRE 2011 À 16:14

Interview classique qui, sans doute, suit la construction politiquement correcte du livre (ya même un chapitre sur l'inégalité).

Mais on aurait aimé une p'tite définition de la démocratie.

Ouverture? C'est un peu court.

Bref, on reste sur sa fin (dans ce compte-rendu) parce qu'on n'a pas identifié les ferments des multiples conflits d'intérêts et clivages de valeurs que la démocratie est en mesure de contrôler en partie.

On n'a pas identifié non plus non pas l'avant et l'après internet, mais les étapes clés de la modernité et de la « postmodernité », qu'internet accentue bien sûr.

Bref, j'attends le prochain bouquin avec impatience...

Les commentaires sont fermés.

Les rubriques du Monde.fr

+

Les services du Monde

+

Sur le web

+

Les sites du Groupe

+

Partenaires Le Monde

+

Suivez-nous

Recevez nos newsletters

Index actualités 2021 2020 2019 2018 2017

© Le Monde.fr | CGV | Fréquentation certifiée par l'OJD | Données personnelles | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe
| Publicité | Aide (FAQ)

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.